

## THÈME

### **Pourquoi le commerce nous concerne tous**

Cette année, le Forum public sera consacré à la dimension humaine du commerce. Il mettra en évidence les innombrables liens entre le commerce et la vie de tous les jours et montrera comment le commerce influence et améliore le quotidien des citoyens du monde entier, tant dans les pays développés qu'en développement.

« Aucune nation n'a jamais été ruinée par le commerce, même celles qui en apparence semblent les plus désavantagées » écrivait Benjamin Franklin en 1774 dans un essai où il défendait le commerce. Imaginez ce que dirait Franklin aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation: le commerce a pris une telle place dans l'économie mondiale que, dans bien des cas, nous ne réalisons pas que les produits et services avec lesquels nous sommes quotidiennement en contact proviennent bien souvent de l'étranger. Un produit en apparence simple comme votre jean préféré peut être originaire d'un endroit, avoir été produit dans un autre et avoir été expédié par un troisième avant de terminer son parcours dans un magasin près de chez vous. Cette production internationale des marchandises et des services contribue au développement des pays les plus pauvres et à la croissance de l'économie mondiale. De même, des millions de produits traversent chaque jour les frontières et les continents pour répondre aux besoins des consommateurs du monde entier.

Le commerce crée des possibilités sur les plans social et économique, tant pour les consommateurs que pour les citoyens et les acteurs économiques. Mais ces avantages ont-ils un caractère suffisamment inclusif?

Sous ce thème général, les trois sous-thèmes suivants seront examinés: le commerce et l'emploi, le commerce et les consommateurs et le commerce et l'Afrique.

#### ***Le commerce et l'emploi***

La crise économique mondiale de 2008 a durablement marqué le marché du travail, entraînant la suppression d'environ 50 millions d'emplois. Alors que le monde se remet de ses difficultés économiques, le taux de chômage continue d'augmenter. Selon les chiffres de l'Organisation internationale du travail (OIT), le nombre de chômeurs dans le monde a atteint près de 202 millions en 2013, et environ 400 millions d'emplois supplémentaires devront être créés entre 2012 et 2022 si l'on ne veut pas que la situation s'aggrave. Dans ce contexte, comment le commerce peut-il favoriser la croissance et l'emploi? Les accords commerciaux régionaux sont-ils la solution? La promotion du travail décent peut-elle rendre le commerce plus équitable et améliorer la répartition des avantages de la mondialisation?

De nombreuses initiatives mondiales ont actuellement cours pour favoriser la croissance. Les accords de libre-échange, les traités d'investissement et l'aide pour le commerce promettent tous de créer des emplois, de faire augmenter les salaires et de contribuer à réduire la pauvreté. Les partisans de la mondialisation soulignent l'importance du commerce pour la convergence internationale des droits des travailleurs et des conditions de travail. En revanche, la plupart des économistes estiment que le commerce peut créer des emplois mais qu'il peut aussi en supprimer.

Il existe de très nombreux éléments attestant ces deux effets. En 2011, le commerce entre les États-Unis et les onze autres pays participant aux négociations sur le Partenariat transpacifique assurait près de 1,2 million d'emplois au Texas. Mais certains critiquent l'ALENA au motif qu'il aurait entraîné des pertes d'emplois aux États-Unis.

Les niveaux de vie se sont améliorés dans certains pays, mais pas tous. Ce qui apparaît clairement, c'est que le commerce, à lui seul, ne suffit pas. Pour instaurer le climat nécessaire à la création d'emplois grâce au commerce, une conjugaison de politiques intérieures en faveur des travailleurs, d'infrastructures plus performantes, de systèmes d'éducation plus efficaces et d'infrastructures juridiques solides, est indispensable.

Le commerce est un outil essentiel mais non suffisant pour la croissance et la création d'emplois. Quel pourrait donc être le dosage de politiques idéal pour redynamiser un marché de l'emploi en difficulté?

### ***Le commerce et les consommateurs***

Lorsque les droits de douane étaient le principal obstacle au commerce, la libéralisation était indubitablement avantageuse pour les consommateurs, qui bénéficiaient ainsi de prix réduits, d'une plus grande variété et d'une meilleure qualité. Mais maintenant que la plupart des droits de douane ont été éliminés, les mesures non tarifaires, sous la forme de normes sanitaires ou de spécifications techniques, deviennent un obstacle au libre-échange. Faut-il alléger les réglementations destinées à protéger les consommateurs, les produits alimentaires, la santé et l'environnement? La multiplication des accords commerciaux régionaux est-elle une menace pour le bien-être des consommateurs? Ou les gouvernements nationaux se servent-ils de ces normes comme une forme de néoprotectionnisme? Comment atteindre le meilleur équilibre possible entre libre-échange et protection des consommateurs?

Alors que le commerce électronique est en plein essor, le flux des technologies de l'information n'est pas effectivement réglementé sur le plan mondial. Il en va de même pour l'investissement international. Les marchandises et les services ne font pas que traverser les frontières nationales sous forme physique, ils sont aussi transmis par fibre optique et par satellite. Nous faisons des achats auprès d'inconnus dans une devise dont nous ne savons souvent pas grand-chose, et pourtant, il n'existe pas de garant unique des règles qui régissent ces transactions. Comment combler ces lacunes? Comment protéger au mieux les intérêts des consommateurs?

Les discussions pourront aussi porter sur les avantages de la propriété intellectuelle pour les consommateurs; les politiques de la concurrence et la protection des consommateurs; les services; les marques et le commerce équitable. Le commerce et les consommateurs constituent un thème infiniment vaste, dont chaque aspect se prête à une discussion importante.

## **Le commerce et l'Afrique**

L'Afrique est le nouveau domaine inexploré du développement et les économies africaines sont en pleine transformation. Au cours de la dernière décennie, la croissance du continent est restée supérieure à 5%, soit davantage que la moyenne mondiale. L'investissement étranger direct a triplé et les dépenses des consommateurs doubleront dans les dix années à venir.

Sur le plan économique, ce renouveau est principalement porté par les exportations de ressources naturelles, les produits de base et l'amélioration des politiques macroéconomiques.

Les pays africains se caractérisent autant par leur diversité que par leurs similarités. Le continent repose essentiellement sur l'agriculture, cependant l'infrastructure et les débouchés économiques sont meilleurs dans certains pays que dans d'autres. La primauté du droit est fermement établie dans certains endroits, tandis que dans d'autres l'instabilité politique n'est que trop courante. En tout état de cause, l'Afrique dans son ensemble possède un atout important: la jeunesse de sa main-d'œuvre.

Le commerce est devenu un outil nécessaire au développement et à la réduction de la pauvreté, mais que gagnent les Africains de l'ouverture du commerce? La croissance est-elle suffisamment inclusive en Afrique? Comment favoriser les activités manufacturières à valeur ajoutée en Afrique? Quels ont été les bienfaits des initiatives de l'aide au commerce? Quelle formule politique permettra à l'Afrique d'entrer dans une nouvelle ère de réformes économiques? Quelles peuvent être les avantages de la coopération Sud-Sud et du commerce intra-africain? Si, comme l'indique la Banque mondiale, les femmes jouent un rôle majeur dans le commerce de la plupart des pays africains, comment le commerce peut-il réduire les inégalités entre les sexes et améliorer l'enseignement et la santé? Les possibilités de débat sont aussi vastes que le continent lui-même.

## **Vers la conclusion du Cycle de Doha**

Une séance spéciale d'une demi-journée sera consacrée à la Feuille de route du Cycle de Doha.

Après l'adoption du Paquet de Bali à la neuvième Conférence ministérielle, l'attention des Membres est maintenant tournée vers le reste du Cycle de Doha. Dans les prochains mois, l'OMC élaborera un programme de travail visant la conclusion du Cycle de Doha.

Cette séance sera l'occasion pour les participants au Forum d'exprimer leur avis et leurs idées sur cette question.